

PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST

Direction régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement

Châlons-en-Champagne, le 25 avril 2019

Nos réf. : SAER-PER SC-YM/AE19-18  
Vos réf. : Préfecture52-SCPPAT-BE du 14 mars 2019  
Affaire suivie par : Sandrine CLARISSE et Yves MESLARD  
sandrine.clarisse@developpement-durable.gouv.fr  
yves.meslard@developpement-durable.gouv.fr  
Tél. : 03 51 37 61 55 / 63 - Fax : 03 51 37 60 01

Le Service aménagement, énergies renouvelables  
Pôle énergies renouvelables

au service coordonnateur (UD DREAL Haute-Marne)

**Objet** : contribution dans le cadre de l'instruction d'une demande d'autorisation environnementale

<b>Pétitionnaire</b>	<b>BORALEX BONNECOURT-CHAUFFOURT SARL</b>
<b>Commune - adresse</b>	<b>Bonnecourt, Chauffourt</b>
<b>Intitulé du projet</b>	<b>Parc éolien de Bonnecourt-Chauffourt</b>

Suite à la saisine en date du 14 mars 2019, mise à disposition sur la plate-forme collaborative ANAE, j'ai procédé à l'examen du dossier en ce qui concerne l'autorisation d'exploiter au titre de l'article L.311-1 du code de l'énergie, ainsi que les autres thèmes liés à l'énergie relevant de mon service.

En premier lieu, j'ai bien noté que le pétitionnaire présente un projet composé de 6 éoliennes dont le type n'est à ce jour pas défini, d'une puissance comprise entre 3 et 3,45 MW (soit au maximum 20,7 MW pour l'ensemble du parc) et d'une hauteur totale maximale de 150 mètres, ainsi que de 2 postes de livraison.

**1) Autorisation d'exploiter énergie :**

Ce projet d'une puissance maximale inférieure à 50 MW ne nécessite pas une autorisation d'exploiter au titre de l'article L.311-1 du code de l'énergie. Le pétitionnaire ne l'a d'ailleurs pas sollicitée, le projet étant réputé autorisé.

**2) Autres thèmes « énergie » :**

**2.1 : Eloignement des éoliennes du réseau de transport d'électricité HTB**

Les éléments du dossier n'appellent pas de remarque de ma part dans la mesure où il n'existe pas de lignes de transport d'électricité HTB à proximité des éoliennes projetées.

**2.2 : Réseau électrique interne**

La réglementation sur les réseaux électriques a évolué. En effet, suite à la publication de la loi n° 2018-727 du 10 août 2018 pour un Etat au service d'une société de confiance dont l'article 59 a modifié l'article L.323-11 du code de l'énergie, et du décret n° 2018-1160 du 17 décembre 2018 qui a mis en cohérence l'article R.323-40, le réseau électrique interne, constitué de liaisons souterraines à 20 000 volts, n'est plus soumis à approbation (R.323-26 et R.323-27), ni aux dispositions des articles R.323-29 (inscription dans le SIG du gestionnaire de réseau) et R.323-30 (contrôle technique) et de leurs arrêtés d'application respectifs des 11 mars 2016 et 14 janvier 2013.

Un réseau privé, de cette nature, est désormais soumis aux dispositions de l'article R.323-40 du code de l'énergie, des autres articles qu'il vise, et des arrêtés d'application, notamment ceux du 17 mai 2001 (arrêté évoqué à l'article R.323-28) et du 25 février 2019 (modalités de contrôle).

Plusieurs éléments du dossier appellent les observations suivantes :

- \* dans l'étude d'impact (page 233), il est indiqué que le passage en domaine public du raccordement électrique interne nécessitera l'approbation des travaux en application de l'article L.323-11 du code de l'énergie ;
- \* dans l'étude de dangers (page 88), les dispositions de l'article L.323-11 sont partiellement citées, en trois phrases :
  - la première phrase correspond au premier alinéa de l'article L.323-11, qui concerne l'établissement des servitudes liées aux ouvrages du réseau public sur les propriétés privées non closes et non bâties, et qui n'est donc pas applicable aux ouvrages électriques privés tel que le réseau électrique interne du parc éolien,
  - la troisième phrase n'est pas conforme à la rédaction issue de la loi du 10 août 2018 précitée, pourtant en vigueur au moment du dépôt de la demande.

Par conséquent et pour conclure, le pétitionnaire doit mettre à jour son dossier, en procédant ainsi :

- \* étude d'impact - chapitre E - § 2-1b - sous-§ Les tranchées (page 233) : dans la *Remarque*, supprimer les termes « l'approbation des travaux ... du Code de l'Energie, et », ainsi que la dernière phrase qui est liée à cette approbation ;
- \* étude de dangers - § 5.2.5 (page 88), au 1<sup>er</sup> alinéa (dans le cas où celui-ci serait maintenu) :
  - pour la première phrase, préciser que les dispositions citées sont applicables aux réseaux publics et non pas aux réseaux privés tel que le réseau inter-éolien du parc ;
  - corriger la dernière phrase en reprenant la rédaction actuelle de l'article L.323-11 du code de l'énergie.

Par ailleurs, je constate que la liaison E1 - E2 du réseau électrique interne concerne le territoire de la commune de Frécourt, certes sur une courte distance, de l'ordre de 20 mètres (plan d'ensemble n° 2/7 au 1/1 000). S'agissant d'une installation connexe au parc éolien, la question de considérer Frécourt comme une commune d'accueil du projet peut le cas échéant se poser.

### 2.3 : Réseau électrique externe

Concernant le réseau « externe », le pétitionnaire évoque des hypothèses de raccordement sur les postes sources de Montigny-le-Roi, Bassigny, Champigny-lès-Langres, Rolampont et Bourbonne-les-Bains situés à proximité du projet.

Ces éléments appellent les remarques suivantes :

- les distances entre le projet et ces postes sont fortement disparates entre celles présentées dans l'étude d'impact (page 179) et celles figurant notamment à la page 150 ou dans l'étude de dangers (pages 49 et 90) : par exemple, les postes de Montigny-le-Roi, Bassigny et Champigny-lès-Langres sont respectivement situés à 4, 12 et 13 kilomètres à vol d'oiseau des postes de livraison du projet ;
- la référence aux postes de Bassigny (situé à Nogent) et Montigny-le-Roi (situé à Val de Meuse) n'est pas homogène (étude d'impact - pages 150 et 179) ;
- le poste HTB 225 000/63 000 volts de Rolampont, géré par RTE, n'est pas un poste source et ne comporte pas d'équipements permettant de raccorder par des ouvrages HTA 20 000 volts les postes de livraison prévus par le pétitionnaire (étude d'impact - pages 150 et 179) ;
- il est fait référence à une réglementation obsolète (étude d'impact - page 217), puisque le décret n° 2011-1697 du 1<sup>er</sup> décembre 2011 (et non pas « 2001 ») est abrogé depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016 et que son article 2 a été remplacé à cette date par l'article R.323-25 du code de l'énergie, et qu'en outre cette réglementation ne prévoyait pas que ce type d'ouvrage soit soumis à approbation (« avis du Préfet »).

En conclusion, le pétitionnaire doit modifier son dossier en procédant ainsi :

- \* veiller à la cohérence des informations sur les distances entre le projet et les postes sources, ou expliciter les disparités constatées dans l'étude d'impact (pages 150 et 179) et dans l'étude de dangers (pages 49 et 90) ;
- \* ajouter le nom des postes de « Bassigny » et « Montigny-le-Roi » (étude d'impact - page 179) ;
- \* dans l'étude d'impact (chapitre E - § 2-3b - Sous-§ Réseau électrique externe - page 217), à la dernière phrase du 3<sup>ème</sup> alinéa, supprimer les termes « , et soumis ensuite à l'avis du Préfet (article 2 du décret du 1<sup>er</sup> décembre 2001) ».

### 2.4 : Schéma régional de raccordement au réseau des énergies renouvelables (S3REnR)

Dans l'étude d'impact (notamment pages 150 et 179, ainsi que 313), le pétitionnaire évoque le S3REnR de Champagne-Ardenne validé le 28 décembre 2015 par le préfet de région, et présente pour chacun des postes cités dans le § 2.3 ci-dessus, la puissance d'EnR déjà raccordée, la capacité réservée aux EnR, la puissance des projets EnR dans la file d'attente du gestionnaire du réseau, et la capacité restant à affecter (page 150).

Quelques éléments appellent les remarques suivantes :

- étude d'impact (page 313) : il est fait référence au schéma initial validé en 2012 ;
- étude de dangers (page 90) : il est fait référence au schéma de la région Auvergne.

Il apparaît qu'aujourd'hui la capacité restant à affecter aux EnR sur les postes précités est nulle (*source caparéseau*).

Il est en outre rappelé :

- que dans la zone d'influence du poste de Champigny-lès-Langres, des projets de parcs éoliens sont en cours d'instruction ou d'étude,
- qu'au moment de la définition des modalités de raccordement par Enedis, qui interviendra après l'autorisation du parc éolien, les capacités restant à affecter seront susceptibles d'être inférieures si d'autres installations de production sont entrées dans la file d'attente, ou supérieures si des installations de production sont sorties de la file d'attente ou ne se sont pas concrétisées.

Je précise que le 17 décembre 2018, RTE a fait part au préfet de région de son intention d'engager la révision des S3REnR de Champagne-Ardenne, de Lorraine et d'Alsace à l'échelle de la région Grand Est. Il ne peut cependant être présagé aujourd'hui de la nature et de la localisation des ouvrages qui seront retenus dans le futur schéma.

En conclusion, le pétitionnaire doit corriger le dossier en faisant référence au S3REnR de Champagne-Ardenne révisé le 28 décembre 2015 (étude d'impact - page 313, étude de dangers - page 90).

**Conclusion :**

**A) Autorisation d'exploiter au titre de l'article L.311-1 du code de l'énergie**

Le dossier d'autorisation environnementale est jugé régulier en ce qui concerne cette procédure.

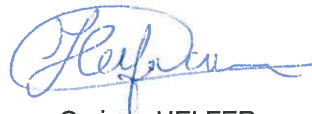
**B) Autres thèmes « énergie »**

Le pétitionnaire doit modifier son dossier, selon les indications détaillées en conclusion des § 2.2, 2.3 et 2.4 du présent avis.

Les éléments conclusifs ci-dessus ne valent que si la consistance du projet actuellement présentée dans le dossier est maintenue lors de l'instruction.

En tout état de cause, dans le cas où le dossier devrait faire l'objet d'une instruction complémentaire dans le cadre de la recevabilité, le SAER de la DREAL devra être consulté sur la base du dossier complété, afin de pouvoir apporter des éléments actualisés sur les capacités réservées dans les postes sources par le S3REnR, dont le suivi -en particulier, la capacité restant à affecter- est assuré à tout instant par le SAER.

La cheffe du pôle énergies renouvelables adjointe,



Corinne HELFER